

Avec les entreprises de Vic-le-Comte (63) (p. 4)

2027 Nous voulons être partie prenante

Fabien ROUSSEL

(p. 3)



Vidéo

Fabien Roussel | Meeting de Toulouse !

Les clous

On se souvient qu'en juin 2024, à mesure qu'on approchait des législatives et d'une hypothétique arrivée de Bardella à Matignon, le RN avait mis la pédale douce sur ses propositions sociales et s'était aligné sans vergogne sur la doxa patronale. Rebelote ces jours-ci : plus il est question de la présidentielle, plus Bardella rentre dans les clous. Il vient de déclarer sur LCI que l'âge légal d'ouverture des droits à la retraite ne veut plus « rien dire » et qu'il ne serait pas contre l'introduction d'une part de capitalisation dans le système. En gros c'est la ligne de Macron, d'Attal, de Philippe et du Medef. Dans le journal *La Tribune*, ce week-end, un député RN reconnaît : « Ça va nous poser un souci vis-à-vis de l'électorat populaire. » Tu l'as dit bouffi.👊

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à [Léna Mons](mailto:Imons@pcf.fr) < Imons@pcf.fr >

EDGAR MORIN a tiré sa révérence

... quand nous dénonçons les puissants de la finance, nous devrions voir qu'ils sont eux-mêmes mus par une puissance anonyme supérieure: une démesure insensée a pris possession des possédants.



Chantal Montellier 30.05.2026

5 juin, à partir de 15 h : Les Amis de l'Humanité 21, en partenariat avec la CGT 21 et l'IHS-CGT invitent à se retrouver pour vivre "36 – le Front populaire" autour d'une exposition à 15 heures, du film "La rage au cœur" de Pierre Verquin à 17 h, suivi d'une table ronde. La soirée se terminera avec une animation musicale. Bourse du Travail, Dijon (21)

11 juin, à partir de 14 h : Rassemblement pour Cuba devant l'Assemblée nationale (75007)

26 & 27 juin : Fête du Travailleur Alpin (38)

27 juin, à partir de 10 h : Fête de La Marseillaise 05 : débats, concerts, bar, restauration... Entrée à prix libre. Salle 750, La Bâtie-Neuve (05)

27 juin, à partir de 16 h : Fête de la Saint-Jean du PCF 19°. Place des Fêtes (75019)

27 juin, à partir de 18 h : La section José Marti de Pignan organise sa fête de section ! Au programme : débat politique, rencontre avec diverses associations progressistes et culturelles, buvette, repas sur réservation au 0670521932. La soirée sera animée par le groupe musical de la Jeunesse communiste. Maison du tennis, à côté de la salle du bicentenaire, Pignan (34)

5 juillet, à partir de 7 h : Brocante pour le droit aux vacances organisée par la section de Bresles ! Avec tombola, restauration professionnelle et animation musicale. Renseignements

et réservations : 06 85 15 37 80. La Neuville-en-Huez (60)

6 septembre : Envie de paix et d'humanité, 5^e édition : Jeux pour enfants, Marché poétique pour la paix. Présence de 20 stands d'organisations, Intervention des villes pour la paix, Débat sur l'indépendance de la presse face aux milliardaires, Débat sur les 80 ans des ordonnances de 1946 sur la Sécurité sociale, Banquet populaire 100 % bio 100 % fait maison, Solidarité internationale en poésie et musique avec le peuple palestinien, Concert rock déjanté avec Bijou Box, DJ accroc la paix avec les JC. Nestier (65)

Programme de l'Huma-café® de Nantes, de janvier à juin 2026, au lieu unique, quai Ferdinand-Favre (44)

19 juin, 18 h : Faire l'histoire du matricien féministe... et la transmettre. Avec Christine Bard, professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers. Elle a publié de nombreux livres sur l'histoire politique, sociale et culturelle des femmes et du genre.

Erratum: dans le dernier numéro, l'article « Synthèse d'un débat dans la section de l'Auxerrois » portait en fait un titre inapproprié puisque le papier évoquait des échanges dans plusieurs fédérations.

Nous voulons être partie prenante du grand débat qui s'annonce

Extraits du discours de Fabien ROUSSEL à la Fête de l'Huma 31

[...]

Nous voulons être partie prenante du grand débat qui s'amorce avec les élections présidentielle et législatives à venir.

Les enjeux sont importants. La situation est grave et nous voulons convaincre le plus grand nombre de nos concitoyens, de nos concitoyennes, qu'il est urgent, incontournable, indispensable de sortir de cette économie ultra financiarisée, déshumanisée. C'est important pour nous aujourd'hui, c'est important pour nos enfants demain. C'est important pour la paix. C'est important pour le climat.

Alors, avec ces élections qui arrivent, pour l'élection présidentielle, disons ce que nous ne voulons plus. Nous ne voulons plus d'un Macron-bis. L'ère Macron, c'est terminé. Nous voulons nous en délivrer une bonne fois pour toutes. Enfin, l'heure de la délivrance arrive. Nous ne voulons ni d'un Macron-bis, ni d'une extrême droite violente et dangereuse pour nos libertés, pour nos droits comme pour nos emplois.

Si nous ne voulons ni d'un Macron-bis ni de l'extrême droite, mais alors qui ?, allez-vous me demander. Eh bien je vais vous répondre : mais alors quoi ? Eh oui, parce que vous voyez bien pourquoi je prends autant de temps à parler de propo-

sitions et de contenus. Nous voulons mettre en avant le projet, le programme, les solutions pour le pays d'abord. Ce sont les idées qui comptent.

Et je le redis ici, le Parti communiste français est prêt à construire ce programme, à partager ses idées et ses propositions, comme je viens de le faire, avec d'autres et avec toutes celles et tous ceux qui partagent une grande ambition pour le pays. À toutes celles et tous ceux qui veulent construire une candidature de résistance à l'extrême droite.

Une candidature pour aller parler aux hommes et aux femmes qui doutent, qui n'y croient plus. Et il y en a tellement autour de nous ! Je pense à l'abstention qui grandit à chaque fois aux élections. Parlons aux abstentionnistes et parlons de l'abstention. Continuons de tendre la main à tous.

Nous continuerons de tendre la main à tout le monde, à dialoguer avec tout le monde, à travailler avec toutes les forces prêtes à s'engager sur un programme ambitieux, combatif, crédible, au service de la paix, de la République, des travailleuses et des travailleurs. Et nous poserons aussi la question de qui ? Et cette question, bien sûr, elle n'est pas anodine.

Je dirais même qu'une élection, ce n'est pas une course de chevaux. Et donc ce n'est pas seulement le cavalier et la monture qui comptent. Une élection, c'est d'abord deux tours, un premier et un second.



Au premier tour, on doit pouvoir voter pour le programme et le candidat de son choix le plus proche de ses idées.

On choisit au premier tour de pouvoir voter pour celui que l'on veut voir gagner. Et au second tour, c'est là que l'on se rassemble au-delà de nos programmes pour éliminer la force, le ou la candidate que nous ne voulons pas. Et c'est pourquoi il faut tenir compte de ces deux tours. Et puis, il ne faut pas non plus se fixer comme objectif seulement de franchir le premier tour, parce qu'il faut être aussi en capacité de pouvoir gagner le second tour.

Il faut être capable au second tour de rassembler, d'unir, de tendre la main à tout le monde, de respecter tout le monde, sans clivage, sans opposer, sans insulter. Et alors, pourquoi nous, communiste français, nous serions moins capables que d'autres à porter une candidature au premier tour et au second tour ? Pourquoi devrions-nous seulement avoir à choisir entre d'autres candidats ?

Pourquoi devrions-nous avoir à choisir entre Jean-Luc Mélenchon et Raphaël Glucksmann ? Et je vous le dis, je ne me retrouve ni dans l'une ni dans l'autre de ces candidatures, et ce qu'elles portent. Et c'est la raison pour laquelle je vous dis que nous avons, nous aussi, toute légitimité à porter, présenter une candidature de rassemblement au peuple et pour le peuple.

Et c'est d'ailleurs ce que je propose aux communistes français à l'occasion de leur congrès. Soyons rassembleurs, comme toujours. Soyons combattifs, soyons offensifs. Nous sommes un parti révolutionnaire, fiers de l'être, qui a toujours combattu l'extrême droite et les forces du capital, qui s'est toujours rangé du côté de la justice sociale et du progrès social, qui a toujours fait le choix de l'union pour battre l'extrême droite.

Soyons encore une fois prêts à mener ce combat sans renoncer à l'union. D'ailleurs, nous avons toujours fait le choix de l'union ; toujours, parfois même à notre détriment. Et c'est pourquoi, quand je parle d'union, j'appelle à la faire sur des projets solides, ambitieux, et non pas avec des programmes ou des candidats qui ne correspondent pas aux idées que nous défendons.

Ça, on a déjà payé. Il y a longtemps, et même encore récemment, il y a eu trop de déceptions, parfois trop de trahisons, et notamment récemment avec des députés insoumis que nous avons fait élire et qui se sont présentés contre nous aux élections municipales. Et bien ça, je ne l'oublierai jamais.

Je souhaite que l'on parle du programme d'abord, tout en disant que nous souhaitons être respectés. Car l'union n'est porteuse de victoire que si elle repose sur des engagements, sur un pacte qui nous lie à la base et avec les forces du travail. L'union sans conviction, ça ne marche pas. L'union au sommet sans les luttes et la mobilisation des salariés, ça ne marche pas non plus.

Nous, nous voulons l'union à la base, ville par ville, construite avec vous, avec les militants locaux de toutes les forces politiques et syndicales, forgée dans les luttes communes pour nos emplois, pour notre industrie, pour nos services publics, pour la paix. Nous voulons la force du mouvement social de 36, mais aussi l'ambition portée par le programme des Jours heureux du CNR.

Nous voulons les deux. Voilà notre engagement : travailler à cette union et être prêts à présenter une

candidature s'il le fallait.

Oui, nous devons être prêts aussi à présenter une candidature à l'élection présidentielle qui sera une candidature de combat, une candidature de résistance et d'espoir, porteuse d'un projet ambitieux mais comptant aussi sur les luttes, sur le mouvement social pour le faire gagner dans toute la société. Et je dis tout simplement, au moment où nous allons faire des choix à notre congrès, à toutes celles et tous ceux qui se mêlent de nos choix et de nos votes, mêlez-vous de vos affaires, laissez les communistes voter.

Ce n'est pas parce qu'on ne vote pas dans vos Partis que vous devez vous mêler de notre Parti. Ce n'est pas parce qu'on ne vote pas chez vous que vous devez vous mêler du vote chez nous. Et je dis aux communistes que chez nous, la démocratie, elle existe. Nous ferons nos choix et nous voterons au Congrès en juillet. Et tous les communistes seront appelés à voter début décembre.

La démocratie, nous la voulons en France et nous la faisons vivre dans notre parti. Soyons en fiers.

Nous avons toute légitimité à présenter une candidature à l'élection présidentielle et nous voulons porter trois sujets prioritaires : la paix, le travail et les valeurs de la République.

La paix, parce que ça a toujours été le combat du Parti communiste français dans son histoire. C'est même la raison pour laquelle le Parti communiste français a été créé au lendemain de la Première Guerre mondiale et aujourd'hui, avec les fascistes au pouvoir et le retour de l'impérialisme guerrier, la question de la paix redevient la question centrale et vitale pour nos sociétés.

Le travail, parce que la production, la réappropriation de l'outil de production par les travailleurs, parce que ce sujet, c'est le cœur de la lutte des classes et que le travail fait lui aussi partie de l'ADN du Parti communiste. Nous sommes le parti du travail des travailleuses et des travailleurs, du public comme du privé, pour un travail utile à la société comme à soi-même.



Et puis enfin, les valeurs de la République et l'égalité. Parce que nos concitoyens, nos concitoyennes ont un grand besoin de retrouver la promesse républicaine d'une société débarrassée des privilèges. La passion de l'égalité n'est pas neuve dans notre pays. Elle devient plus forte au fur et à mesure que les inégalités se creusent et que les perspectives de l'atteindre s'éloignent.

Il est inimaginable que les femmes dans notre pays continuent à être payées 25 % de moins que les hommes. À travail égal, salaire égal. C'est notre combat. Voilà pourquoi l'égalité est essentielle. Mais ce n'est pas que ça l'égalité, se battre pour l'égalité, c'est aussi se battre contre le racisme, contre le colonialisme, contre l'antisémitisme, contre l'homophobie.

Et tout cela a toujours été au cœur de l'engagement des militants communistes. Et nous voulons le porter aussi avec force dans le cadre de la Nouvelle République dont je vous ai parlé.

Alors oui, le Parti communiste français est prêt et il entend mener ces combats ; et je suis prêt à les mener avec vous partout et avec la volonté de les faire gagner ! Pour la paix, pour le respect de la dignité humaine et le droit au travail pour tous et toutes, pour l'égalité, la fraternité et la liberté, contre le fascisme et les violences de l'extrême droite.

Travaillons à l'unité des travailleurs et des travailleuses, unissons-nous et faisons gagner la gauche au projet. Une élection.

Vive le Parti communiste français ! Vive la République ! Vive la France ! ✪

Fabien Roussel dans le Puy-de-Dôme

Compte rendu succinct de la journée du 26 mai dans le Puy-de-Dôme au cours de laquelle notre secrétaire national Fabien Roussel a d'abord rencontré les salariés de Flauraud à Clermont-Ferrand, puis les dirigeants de l'entreprise Chouvy à Vic-Le-Comte, pour finir en soirée avec l'Assemblée départementale des communistes.

Flauraud - Équipementier automobile dont le siège et la base logistique sont situés au Brézet à Clermont-Ferrand.

Une trentaine de salariés avec leurs représentants du personnel dont notre camarade Rémi Veyssière (conseiller départemental) ont accueilli la délégation du PCF. La direction de l'entreprise a même souhaité venir saluer Fabien Roussel.

Les salariés (au nombre de 309 actuellement) sont sous le coup de suppressions d'emplois qui menaceraient 1/3 des effectifs. La première exigence relayée par le PCF, c'est que les salariés soient écoutés et leurs demandes prises en compte pour retrouver une activité plus stable. Pas question que les salariés soient la variable d'ajustement des choix hasardeux du groupe suisse Emil Frey qui a fragilisé l'entreprise depuis 2015 et dont il s'est débarrassée le 1er janvier 2026.

Les communistes et leurs élus ont rappelé que les salariés ne représentaient jamais un coût mais une valeur ajoutée pour l'entreprise, mais par contre que le coût du capital n'avait jamais été aussi élevé pour gaver les actionnaires. Surtout, comme l'a fait remarquer Fabien Roussel, quand des salariés exposent leur



rémunération après 14 ans d'ancienneté qui dépasse à peine le SMIC.

Entreprise Chouvy à Vic-le-Comte - Entreprise familiale spécialisée dans la transformation des céréales en aliments pour animaux.

Via nos élues de Vic-Le-Comte (Catherine Fromage et Audrey Granet), les dirigeants de l'entreprise ont soigné la venue de la délégation du PCF avec d'abord une présentation de leurs activités et son historique. Dans le cadre de la visite qui s'est faite avec notamment André Chassaing, ils ont exposé aux 2 anciens parlementaires les difficultés rencontrées pour continuer à développer l'entreprise autour notamment d'un projet d'huileries à base de tourteau. Fabien Roussel a dénoncé l'absence de mesures de la part du gouvernement face à l'envolée des prix du carburant : pour l'entreprise Chouvy, c'est 2 000 euros de plus chaque jour en dépenses...



André Chassaing a rebondi sur le rôle aujourd'hui non assumé par BPI France pour accompagner le projet de développement de l'entreprise : une démarche vis à vis du ministre Roland Lescure va donc être réalisée.

Enfin la journée s'est conclue au cœur de Vic-le-Comte pour une Assemblée départementale fournie avec une centaine de camarades présents.

Des échanges riches, parfois rugueux mais toujours dans la camaraderie autour de l'actualité nationale et internationale, de notre congrès, des échéances de 2027. Fabien Roussel s'est exprimé à plusieurs reprises. Toutes les sections du département étaient présentes et les débats de cette Assemblée départementale vont se répercuter dans les prochains jours à l'occasion des Assemblées générales de section. ✪

Pierre Miquel
secrétaire fédéral

Total, profiteur de guerre

75 % des Français jugent ses bénéfices inacceptables

Vendredi 29 mai, à l'occasion de l'assemblée générale des actionnaires de TotalEnergies, une centaine de militants communistes (sous bonne garde policière) s'est réunie devant le siège de la société à La Défense (Hauts-de-Seine) pour demander la nationalisation du groupe « profiteur de guerre » et exiger un blocage du prix à la pompe. « Nationalisation de Total », « 6 milliards de profits en six mois », « 1,50 euro max-blocage des prix des carburants », proclamaient les banderoles. « Les actionnaires se réunissent pour faire le bilan des premiers mois de 2026. Quels sont-ils ? Alors que les Français sont confrontés à la hausse du coût de la vie, du prix du litre d'essence à la pompe, les actionnaires de Total, eux, se desserrent la ceinture. Ils sont de véritables profiteurs de crise », a déclaré Léon Deffontaines, porte-parole du PCF. Total a en effet engrangé des bénéfices record – 4,96 milliards d'euros au premier trimestre, une hausse de 51 % sur un an.

« Les Français n'ont pas le luxe d'avoir le plus grand groupe de pétrole privatisé », titrait *l'Humanité*.

Sur France Inter, Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, insistait : « Ce qui est extrêmement choquant depuis le début de cette crise, c'est que chaque mois on a des annonces toujours plus indécentes de profits de Total. »

Selon un sondage de l'Institut Veblen, 75 % des



Français jugent les bénéfices de TotalEnergies « dérangeants » ou « inacceptables ».

Patrick Pouyanné, le PDG, sera auditionné par la commission des Finances de l'Assemblée nationale le 17 juin. ✪

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

1/7 juin 1936 (22) Les accords de Matignon

Cette première semaine de juin 1936 est exemplaire. Alors que de jour en jour le mouvement de grèves se développe, mobilise des centaines de milliers de travailleurs, la semaine s'ouvre (ou presque) sur la constitution du gouvernement Blum et se conclut sur les accords de Matignon.

On assiste dans le même temps à une mobilisation sociale sans pareil et à une transformation du paysage politique et sociale absolument radicale. Ces deux dynamiques se confortent, s'épaulent, s'encouragent l'une l'autre.

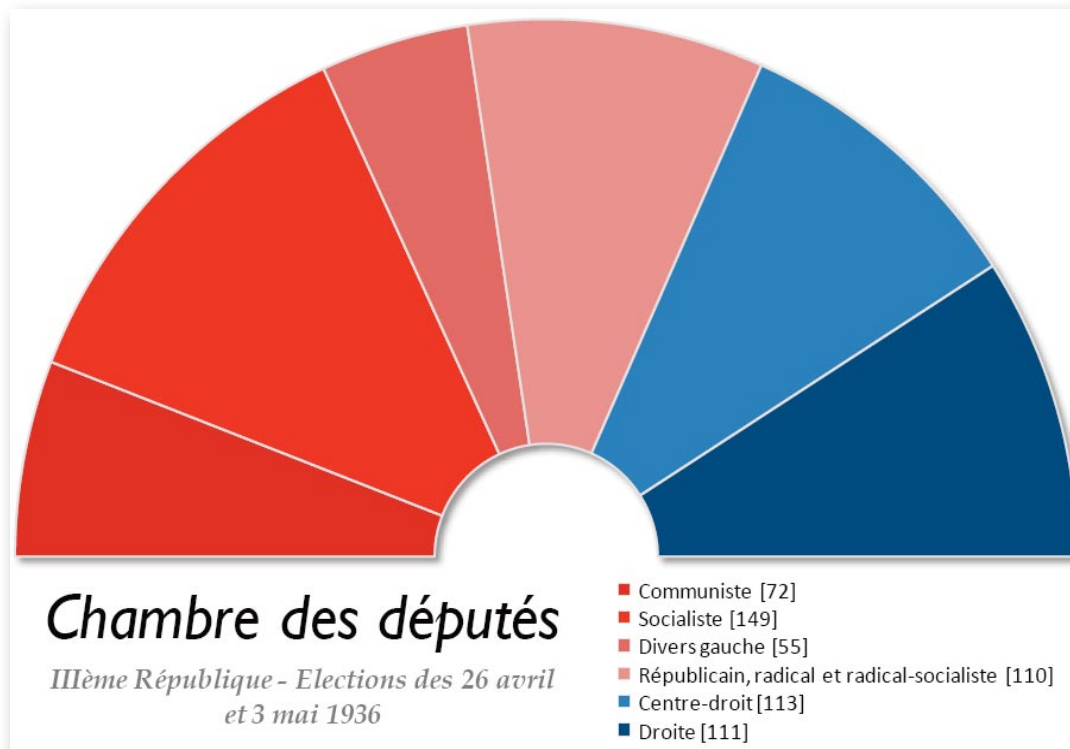
Chaque jour de la semaine, *l'Humanité* titre sur le nombre de nouvelles grèves victorieuses. « Dans l'ordre, pour le droit syndical, pour le pain : 35 victoires, 200 entreprises en grève » (3/6) ; « 200 000 travailleurs défendent leur pain. 80 victoires nouvelles. Le mouvement s'élargit encore. » (4/6) À Renault, un premier mouvement avait contraint le patron à faire des promesses et le travail avait repris ; mais comme la direction ne tenant pas ses engagements, les 33 000 ouvriers de Renault reprennent la lutte. « Victoire à Gennevilliers ! », « Victoire à Nantes ». C'est un vrai feu d'artifice de victoires.

Au point que le 5 juin, le quotidien communiste accorde trois colonnes en Une à l'annonce de la formation du premier gouvernement de Léon Blum (la veille) et quatre colonnes aux luttes sociales (« 500 000 grévistes en France »). Le nouveau gouvernement comprend trois femmes dont Irène Joliot-Curie (sous-secrétaire d'État à la Recherche). Vincent Auriol est aux Finances, Roger Salengro à

l'Intérieur, Jean-Baptiste Lebas au Travail, Édouard Daladier à la Défense nationale, Pierre Cot au ministère de l'Air, Jean Zay à l'Éducation, Léo Lagrange aux Loisirs et au Sport. Notamment. Il s'agit de responsables socialistes et radicaux. Le PCF soutient sans participer. Édouard Herriot est président de la Chambre et Jacques Duclos vice-président. Le gouvernement obtient la confiance : 384 voix contre 210.

Des négociations tripartites - CGT, patronat, gouvernement - aboutissent le dimanche 7 juin aux Accords de Matignon : reconnaissance de la liberté syndicale, élections des délégués du personnel, signatures de conventions collectives, semaine de travail de 40 heures, deux semaines de congés payés, augmentation générale des salaires (7 à 15 % de hausse).

Au Parlement, les communistes déposent une proposition de loi pour taxer les grosses fortunes. De



premiers changements ont lieu dans l'appareil d'État. Jean Tannery, gouverneur de la Banque de France, « créature des 200 familles », est « remercié ». Au ministère des PTT, Georges Mandel, « l'homme des châtelains médocains », est parti sous les quolibets, son départ a été salué par une vibrante Internationale. 🇫🇷

Gérard Streiff

Le carré rouge **Comité national du Parti communiste français** (20)

En quelques épisodes nous allons vous accompagner pour découvrir le cimetière du Père-Lachaise. Enfin, y prétendre serait présomptueux, aussi au travers d'un aperçu rapide de son histoire, nous nous dirigerons plus particulièrement vers un espace que l'on nommera le « Carré rouge ».

Juliette Dubois-Plissonnier 1911-1990. Employée des chèques postaux. Résistante, secrétaire fédérale de Côte-d'Or, membre du Comité central du PCF 1956-1964 ; conseillère de la République, conseillère générale des Hauts-de-Seine 1967-1976.

Gaston Plissonnier 1913-1995. Artisan chaisier. Résistant, membre du Comité central 1950-1990, secrétaire du Comité central 1956-1990, membre du Bureau politique 1964-1990.

Robert Chambeiron 1915-2014. Fonctionnaire. Résistant, secrétaire général adjoint du CNR ; député progressiste des Vosges, radical puis apparenté communiste (1945-1951, 1956-1958) ; député européen apparenté communiste (1979-1989) ; président délégué de l'ANACR.

Claude Cabanes 1936-2015. Journaliste. Membre du Comité central 1982-2003, rédacteur en chef de *l'Humanité* 1998-2000.

Dr Samir Amin 1931-2018. Intellectuel marxiste franco-égyptien. Il disait dans un entretien avec *Grand Continent* : « Être marxiste, pour moi, ce n'est pas être marxologue », et se définissait comme « nomade qui partage son temps entre Paris, le Caire et Dakar ». Un temps membre du Parti, il conti-

nuera à y collaborer fréquemment. Il sera inhumé, selon ses vœux, au « Carré du Parti ». Lors de ses obsèques, Isabelle de Almeida déclarera : « Samir Amin était l'un des plus grands penseurs et acteurs des luttes pour l'émancipation humaine et des peuples. »

Roland Leroy 1926-2019. Employé de la SNCF. Membre du Comité central (1956-1961), membre du secrétariat du PCF (1960-1979), membre du Bureau politique (1964-1994) ; député de la Seine-Maritime (1956-1958), puis de la 2e circonscription de Rouen-et-Sotteville (1967-1981), puis de la Seine-Maritime

(1986-1988) ; directeur de *l'Humanité* (1974-1994). Roland Leroy est le dernier membre du Comité central à être inhumé au « Carré du Parti ».

Une plaque Isabelle Amin née Eynard 1927-2023. Féministe convaincue, rédige avec Samir *Féminisme et lutte des classe*, ainsi que dans *L'homme et la société* avec une étude « Los Angeles, United states of Plastika », un essai sur les intellectuels de « gauche » américains. Elle collabore avec le MLF.

Une plaque pour Georges Marchais 1920-1997, qui indique qu'il repose au cimetière de Champigny. Ajusteur dans l'aéronautique. Secrétaire général du PCF (1970-1994), député du Val-de-Marne (1973-1997), décédé le 16 novembre 1997. Il poursuit les chemins du renouveau tracés par Waldeck Rochet, deux décennies riches en événements, nationaux, internationaux et au sein même du Parti. Georges Marchais est le premier secrétaire général du PCF à ne pas être inhumé au « Carré du Parti ». 🚫

Gérard Pellois



La révolution est une vieille taupe

Dans son célèbre *18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Marx parle de la révolution comme d'une « vieille taupe ». Elle creuse bien loin des regards, souvent dans l'ombre, mais toujours avec méthode. Un travail lent et fastidieux, invisible à la surface, mais qui, à force de galeries, finit par déformer le sol et produire des surgissements importants. Une métaphore qui résonne avec la période dans laquelle nous sommes.

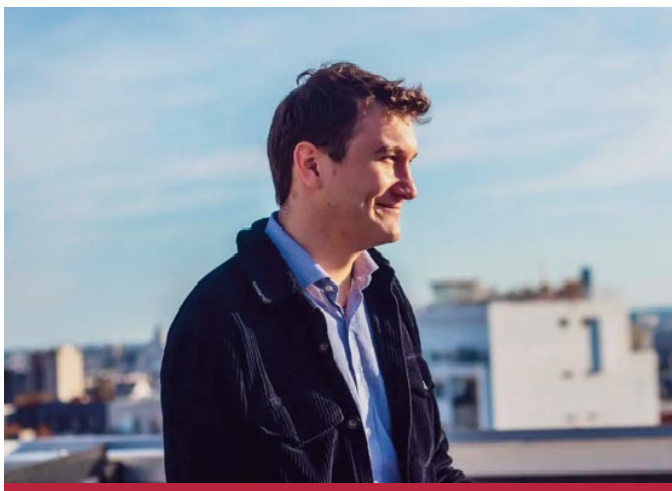
Notre pays est traversé par de profonds bouleversements. L'impérialisme, en crise, est une source continue de violence et de guerres face auxquelles les jeunes peuvent se sentir impuissants. En France, le quinquennat d'Emmanuel Macron entre dans sa dernière année après avoir tapissé le terrain à l'extrême droite.

Quand tout s'accélère à la surface, creuser peut sembler vain. Cette pression est palpable. Qui ne s'est jamais demandé à quoi bon parler d'emplois, de *Parcoursup* ou des droits des apprentis quand la menace paraît déjà si proche ?

Pourtant, le danger de la période n'est pas seulement que l'extrême droite continue de progresser. C'est aussi qu'elle parvienne à nous convaincre qu'il serait trop tard pour construire la conscience de classe capable de la faire reculer.

Deux pièges nous sont tendus.

Le premier serait de croire que l'élection présidentielle pourrait, à elle seule, permettre à la gauche de battre définitivement le RN, à condition de suivre la plus cotée des candidatures sociales-démocrates, ou de poser bien gentiment sur une photo de famille entre responsables de gauche. Nous ne méprisons aucune bataille électorale. Mais aucune solution de dernier recours ne suffira à faire durablement reculer l'extrême droite si notre classe demeure dispersée, désorganisée et privée de sa force collective.



Le deuxième serait de penser que, face à l'urgence, la priorité serait de rassembler seulement les militants, de fédérer un petit cercle de déjà convaincus autour d'une radicalité de surface, qui parle à ceux qui savent déjà, mais abandonne tous ceux qu'il nous faut convaincre. On ne gagne aucune bataille dans le repli et le sectarisme.

L'urgence n'abolit pas notre rôle, elle le rend plus nécessaire encore. On ne fera pas reculer durablement l'extrême droite en renonçant à s'adresser aux jeunes qu'elle trompe ou qu'elle condamne à la résignation. Notre tâche est d'organiser les jeunes là où ils se forment, étudient et travaillent. Là où le capitalisme isole et organise le déclassement, nous devons construire la solidarité et développer la conscience de classe.

Céder à l'urgence, ce serait renoncer à construire ce qui constitue aujourd'hui notre principal atout : une jeunesse organisée, consciente et mobilisée, capable non seulement d'empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir, mais d'en arracher les racines.



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

Ce travail peut paraître ingrat. Il n'est pas perceptible dans les sondages ou sur les plateaux de télévision. Il n'emprunte ni esthétique insurrectionnelle, ni radicalité performative. Il ne tient pas la promesse d'une solution miraculeuse.

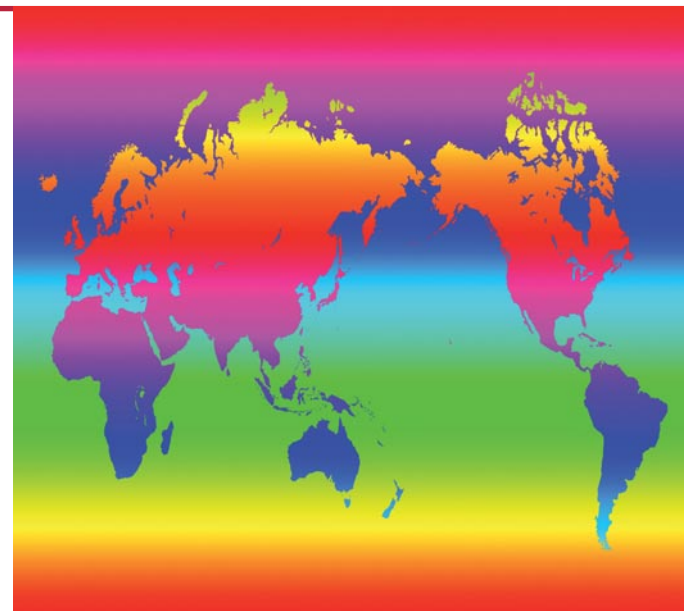
Pourtant, c'est lui qui rend la victoire possible.

Souvenons-nous que, dans notre histoire, quand la gauche gagne, c'est bien souvent parce que les communistes ont assumé ce travail lent, difficile mais indispensable.

Creusons, camarades ! Dans les lycées, les CFA, les facs, les IUT et les entreprises. Et demain, les générations suivantes nous diront, comme Marx en son temps, « bien creusé, vieille taupe ! » ✪

Bastien Bonnargent
secrétaire général du MJCF

La défense de la Charte de l'ONU et du multilatéralisme au cœur d'un débat du Conseil de sécurité à l'initiative de la Chine



Le 26 mai 2026, le Conseil de sécurité a tenu, à l'initiative de la Chine qui en assurait en mai la présidence, une réunion de haut niveau sur le thème : « Défendre les buts et principes de la Charte des Nations unies et renforcer le système international centré sur l'ONU ». La réunion était présidée par Wang Yi, le ministre chinois des Affaires étrangères, avec la participation du secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et des représentants de plus de 100 pays, dont plus de 20 ministres des Affaires étrangères venus spécialement pour cette réunion.

Justifiant cette initiative par la situation internationale actuelle particulièrement dangereuse, Wang Yi a fait une analyse sans concession des périls auxquels fait face l'ONU et a appelé les États membres à faire front commun et agir de concert pour défendre, revitaliser et renforcer l'ONU. Pour sa part, António Guterres a alerté sur l'érosion du droit international, la multiplication des conflits et les divisions géopolitiques et s'est inquiété de la montée en



puissance de la méfiance et des difficultés toujours plus grandes pour parvenir à un consensus, particulièrement au sein du Conseil de sécurité. Les États ont discuté du rôle du Conseil, de la prévention des conflits, du respect des normes juri-

diques et de la nécessité de réformer les institutions. Il est apparu au fil des déclarations des différentes délégations que la crise du multilatéralisme est avant tout celle du Conseil lui-même, paralysé par le droit de veto de ses membres permanents et

PLANÈTE

par une composition qui ne reflète pas les réalités toujours plus complexes du monde contemporain. « Loi de la jungle », « deux poids deux mesures », « multilatéralisme à la carte », « sélectivité » : c'est en ces termes que de nombreux États mettent en cause le comportement des grandes puissances, particulièrement les cinq membres permanents du Conseil de sécurité que la Chine appelle à améliorer leur coopération, à donner l'exemple et à « s'abstenir de toute application sélective du droit ».

Les échanges ont mis en lumière une crise de confiance dans le système multilatéral, liée notamment à l'application jugée sélective de la Charte qui mine la légitimité du système. Face aux turbulences que traverse le multilatéralisme, le Conseil de sécurité doit, selon les délégations, faire un aggiornamento à la hauteur des défis contemporains, une réforme jugée essentielle pour mieux refléter les réalités actuelles.

L'Afrique du Sud a rappelé les mots toujours actuels prononcés par Nelson Mandela en 1991 à l'ONU : « institution autre que l'ONU ne peut donner les moyens de bâtir un ordre mondial équitable et stable. Pour ce faire, l'Organisation doit pouvoir compter sur l'appui et le respect de tous les États. » Dans ce contexte, le représentant de la France s'est prononcé pour une réforme du Conseil « dont la composition doit correspondre aux

réalités contemporaines » et a préconisé un réinvestissement de la diplomatie préventive, de la médiation et des bons offices. À quand des actes et des initiatives concrètes, à quand une diplomatie française à l'avant-garde, indépendante et novatrice ?

La société civile, les ONG n'étaient pas conviées à cette réunion : elles sont pourtant porteuses de plans élaborés de réformes des institutions internationales qui vont dans le sens d'une plus grande efficacité et d'un nouveau souffle pour le multilatéralisme. En ces temps désespérants, il est néanmoins appréciable de voir que jusqu'au Conseil de sécurité, ces voix trouvent des échos, prometteurs pour l'avenir. Un encouragement à toutes les mobilisations en faveur du droit international et de la paix. ✪

Alain Rouy

Secteur international du PCF



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION: Gérard Streiff /

Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA